

QUAND VALLS NOUS FAIT DANSER !

Le nouveau président Hollande et son ministre de l'Intérieur Manuel Valls poursuivent la politique de l'UMP, et même la durcissent, notamment sur la question du traitement des personnes étrangères. D'un côté, ils mettent en place les conditions de l'exploitation maximale du plus grand nombre, et n'hésitent pas via un ensemble de politiques libérales à développer l'injustice et l'insécurité sociale. De l'autre, ils s'attaquent résolument à certaines minorités et aux étrangers présentés comme responsables des problèmes sociaux.

Les discriminations pleuvent aujourd'hui sur les demandeurs d'asile et l'ensemble des sans-papiers : racistes et assumées pour certains ou présentées comme inévitables et même raisonnables par ceux qui pensent ainsi couper l'herbe sous les pieds d'une extrême droite qui n'a plus qu'à proposer ses solutions une fois le travail de stigmatisation mâché.

Mais les arguments des uns et des autres méritent un petit démontage :

« Les étrangers volent le travail des Français »

Même des économistes de droite expliquent que c'est faux. Des pays avec peu d'immigrés, comme la Pologne, ont des taux de chômage très élevés, à l'inverse, des pays de forte immigration comme l'Australie, le Canada ou les États-Unis ont des taux de chômage faibles. Par contre, les patrons aiment les sans-papiers parce qu'ils peuvent leur faire du chantage et les sur-exploiter, et faire pression vers le bas sur les salaires. Pour empêcher ce chantage, il faut régulariser les sans papiers afin qu'ils aient les mêmes droits que les autres et mettre fin au pouvoir dictatorial des patrons !

« La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde »

Les immigrés rapportent beaucoup plus qu'ils ne coûtent à l'économie française. La contribution aux budgets publics des immigrés est positive, et s'élève en effet à 12 milliards d'euros.

De plus, c'est parfois « la France » elle même qui est responsable de la misère dans certains pays, avec dans l'histoire le colonialisme qui a ravagé les économies et la situation politique du continent africain. Notamment lorsque sa diplomatie s'acoquine avec des régimes despotiques, dans le cadre de la Françafrique, pour permettre à certaines entreprises françaises de piller les ressources du pays comme Aréva au

Niger. Ne pas accepter l'immigration des populations flouées, c'est les voler deux fois ! Pour en finir avec cette hypocrisie, il faut lutter contre l'impérialisme français dans un premier temps et militer pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde. Il s'agit de mieux répartir les richesses et ce au niveau mondial.

Notre positionnement est internationaliste et passe par un soutien clair au droit à la libre circulation des peuples qui sont libres d'habiter et de circuler là où ils et elles le désirent, indépendamment de leurs origines et des conjonctures économiques.

« Permettre l'immigration, c'est permettre aux passeurs de faire du trafic d'être humain »

Les motivations des immigrés fuyant des pays pauvres ou en guerre, notamment les personnes issues des pays d'Europe de l'Est ou d'Afrique, sont généralement liées à des nécessités économiques. Si la situation était vivable dans leur pays, ils ne feraient pas en effet des milliers de kilomètres parfois au péril de leur vie ! Refuser leur accueil au prétexte que des réseaux mafieux en profitent revient encore une fois à faire porter les conséquences des injustices sur les plus pauvres ! Il faut démanteler les réseaux mafieux qui s'engraissent sur la misère, et déconstruire le discours ambiant, selon lequel la crise ferait qu'il n'y a plus d'argent en France : les entreprises du CAC 40 ont réalisé des profits record

cette année et il n'y a jamais eu plus d'argent que maintenant dans les caisses du patronat ! Les richesses sont là, largement assez pour loger et nourrir les français comme immigrés !

Et des actions !

A Brest, la lutte principale actuelle consiste à obtenir l'hébergement des demandeurs d'asile pendant la période de leur procédure, puisque ces populations aujourd'hui sont tout simplement laissées à la rue par les institutions de l'Etat, qui est hors-la-loi..

Ces pratiques nauséabondes reviennent à refuser le droit d'asile sans clairement le dire puisque tous les migrants ne peuvent supporter ces conditions de vie imposées par l'État, où la souffrance psychologique est extrême. Après avoir occupé des bâtiments publics, des militant(e)s et des migrants ont réquisitionné publiquement une habitation.

Des liens se tissent entre militants à l'échelle régionale et nationale car cette situation n'est pas isolée. Les demandeurs d'asile sont en situation régulière et nous appelons la population de Brest à rejoindre et à soutenir leur lutte !

Beaucoup de choses sont à construire mais il convient au minimum de faire connaître la situation économique, la situation politique des pays étrangers et la responsabilité de l'Etat et du patronat français dans ces situations pour répondre aux arguments des nationalistes de toute sorte.

**CONTRE LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRÉS ET ANTI-SOCIALE DU PS,
NOUS RÉPONDONS : RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !**



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

*Alternative
Libertaire*

CONTACTS : brest.npa@gmail.com

brest@alternativelibertaire.org